

Mise à jour 10h00

ACCUEIL > ECONOMIE > FLORANGE : MONTEBOURG RENCONTRE LES SALARIÉS D'ARCELORMITTAL

Florange : Montebourg rencontre les salariés d'ArcelorMittal

Créé le 27-09-2012 à 06h46 - Mis à jour à 09h55

Obs Par Le Nouvel Observateur
avec AFP

Le ministre du Redressement productif rend visite aux salariés de l'aciérie, inquiets pour deux unités. Un scénario de reprise est évoqué.

Mots-clés : aciérie



L'arrêt définitif de deux hauts-fourneaux du site pourrait être annoncé lundi par la direction. (DOMINIQUE FAGET / AFP)

Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg se rend jeudi 27 septembre à Florange (Moselle) à la demande des salariés de l'aciérie ArcelorMittal, inquiets pour l'avenir des deux hauts-fourneaux du site dont l'arrêt définitif pourrait être annoncé lundi par la direction. Selon le quotidien "Libération", le sidérurgiste luxembourgeois a d'ores et déjà confirmé au gouvernement sa décision de fermer les deux unités menacées.

Mais, toujours selon le journal, qui ne cite pas ses sources, l'Etat travaille à un projet de reprise pour un euro symbolique.

L'un des principaux responsables syndicaux de l'usine, Walter Broccoli de FO, s'est dit "surpris" par les annonces de "Libération" : "Il est urgent d'attendre et d'écouter ce qu'a à nous dire Arnaud Montebourg", a déclaré Walter Broccoli.

Selon "Libération", ArcelorMittal accorderait un délai de "plusieurs mois" pendant lequel l'Etat serait chargé de trouver un repreneur, le géant de l'acier gardant lui la "filière froide" de transformation du métal produit localement. L'annonce redoutée par les syndicalistes pourrait intervenir dès lundi matin lors d'un comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire convoqué au siège français du groupe à Saint-Denis (Seine-Saint Denis). L'ordre du jour ne comporte qu'un seul point : "information sur

SUR LE MÊME SUJET

» ArcelorMittal : réunion à Florange, pas à l'Elysée

» Plans sociaux : nouveau coup de massue attendu

la situation économique et industrielle d'Arcelor Mittal Atlantique et Lorraine".

Un suicide politique

"Arnaud Montebourg, on n'a rien à lui dire, on a juste envie de l'écouter", a commenté un des responsables CFDT de l'aciérie mosellane, Edouard Martin, après la confirmation de la venue du ministre en Lorraine. "Pendant l'été, ses conseillers nous disaient qu'il viendrait uniquement s'il avait des choses positives à annoncer. Alors on espère qu'il a quelque chose dans sa besace", explique-t-il, soulignant que "s'il n'avait rien à nous dire, ce serait un suicide politique".

Selon Xavier Le Coq (CFE-CGC), si Arnaud Montebourg ou le président François Hollande n'annoncent pas avant le sort de Florange, "on devrait le savoir lundi au plus tard". Le député PS de Moselle, Michel Liebgott, a pour sa part annoncé sur son site internet une rencontre entre le chef de l'Etat et le patron d'ArcelorMittal, Lakshmi Mittal, vendredi à Paris.

Le haut-fourneau P3 est à l'arrêt depuis l'été 2011 et le P6, alors le dernier en activité en Lorraine, depuis octobre 2011. ArcelorMittal assure qu'ils n'ont été mis qu'en veille temporaire en raison d'une demande insuffisante d'acier en Europe. Cet arrêt entraîne du chômage partiel massif pour une grande partie des 2.500 salariés permanents du site et pèse sur les nombreux sous-traitants.

1.000 emplois impactés

La filière liquide (la production d'acier à partir de minerai de fer et de coke) représente "570 emplois directs, mais c'est une activité avec laquelle le groupe a beaucoup sous-traité : en tout, cela concerne 1.000 emplois impactés", souligne Edouard Martin.

Le 10 septembre, la direction d'ArcelorMittal a refusé de démentir la possibilité d'un plan social dans ce site mosellan, après avoir annoncé début juillet qu'il projetait "une optimisation des fonctions support" de son activité d'aciers plats en Europe, ce que les syndicats ont interprété comme la menace de milliers de suppressions d'emplois.

Arnaud Montebourg avait rencontré les dirigeants d'ArcelorMittal le 30 août, au sujet du rapport d'une mission d'expertise dirigé par Pascal Faure remis fin juillet et qui concluait à la viabilité de Florange. Le groupe ArcelorMittal avait alors "réaffirmé son engagement vis-à-vis de la France qui reste un pays stratégique pour le groupe". A Florange, les syndicats ont engagé un bras de fer avec la direction depuis février à coup d'occupation des locaux, de blocages du site ou de manifestation en Lorraine ou à Paris. En mars, l'ex-président Nicolas Sarkozy avait annoncé un investissement de 17 millions d'euros